

DOSSIER

L'appropriation des caractéristiques territoriales pour favoriser la mobilisation, la prise de décision et l'action : enjeux de découpage et d'accès aux données

Émilie Gaudreau Lavoie^a, Manon Boily^b

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v34n2.1957>



RÉSUMÉ. Au-delà des frontières géographiques, la multiplicité des découpages territoriaux peut engendrer des défis complexes. Elle complique la coordination des activités, la mobilisation des partenaires et la prise de décision, tout en limitant les possibilités d'action. La disponibilité des données est très variable selon les découpages, et la mise en parallèle de données issues de découpages différents est hasardeuse, entravant ainsi une compréhension globale des territoires. Dans le cadre du projet Regard 360, qui vise à outiller les acteurs œuvrant au sein des territoires québécois pour leur permettre de mieux en comprendre les caractéristiques et, ainsi, d'y intervenir de manière plus efficace, l'équipe de recherche a pu mesurer l'ampleur de la situation liée à ces différents découpages. Deux cas concrets seront présentés pour illustrer cette problématique et pour démontrer les défis qu'elle entraîne.

Mots clés : Territoire, découpages, données, mobilisation, caractéristiques

ABSTRACT. Beyond geographical boundaries, the multiplicity of territorial divisions can create complex challenges. It complicates coordinating activities, mobilizing partners, and decision-making, while also limiting the possibilities for action. The availability of data varies greatly depending on the divisions, and comparing data from different divisions is risky, thereby hindering comprehensive understanding of the territories. Within the framework of the Regard 360 project, which aims to provide tools for the stakeholders working within Quebec's territories, to allow them to better understand their characteristics and intervene more effectively, the research team was able to assess the extent of the challenges posed by these various divisions. Two actual cases are given to illustrate this issue and to demonstrate the challenges it causes.

Key words: Territory, boundaries, data, mobilization, features

Introduction

L'intervention et l'action efficaces au sein des territoires reposent sur une connaissance approfondie des caractéristiques et des dynamiques de ceux-ci. En effet, chaque territoire présente des besoins et des défis spécifiques, façonnés par son environnement, par sa population, par son économie, par ses infrastructures et par ses limites territoriales.

^a Chercheuse, ÉCOBES – Recherche et transfert, Cégep de Jonquière

^b Chercheuse, ÉCOBES – Recherche et transfert, Cégep de Jonquière

Comprendre ces particularités est essentiel pour concevoir et mettre en œuvre des interventions adaptées et efficaces. Cela peut toutefois représenter un défi pour les acteurs locaux, en raison de la multiplicité des découpages qui composent le territoire québécois et de l'imbrication des sphères géographique et administrative. Cette fragmentation peut en effet engendrer des difficultés de coordination, de mobilisation des partenaires et de prise de décision, entravant ainsi la mise en œuvre d'actions concrètes et adaptées aux besoins des territoires. Ainsi, la connaissance du territoire repose non seulement sur une compréhension commune des dimensions qui le composent, mais aussi sur des délimitations claires et acceptées par les acteurs du territoire.

Les acteurs du territoire, définis en tant qu'individus qui habitent, aménagent, défendent et vivent le territoire, jouent un rôle crucial dans son développement (Moine, 2006). Identifier et analyser les différents acteurs présents permet de mieux cerner les dynamiques et les enjeux. Sans entrer dans la dualité exposée par la géographie sociale – pour qui le territoire fait référence aux relations et interrelations entre les rapports sociaux et les rapports spatiaux –, il demeure que la question des limites et des découpages territoriaux ramènera vers cette dualité considérant qu'« un territoire est une entité fortement pluridimensionnelle qu'il est nécessaire d'aborder sous différents angles » (Sébastien, 2014, p. 288). Les acteurs d'un territoire peuvent varier dans leurs spécificités, mais une base commune est présente et correspond aux habitantes et habitants, aux entreprises, aux personnes élues, aux institutions publiques ainsi qu'aux organisations communautaires, sociales, culturelles, sportives et environnementales (Gallois et collab., 2016).

Pour atteindre cet objectif de compréhension, l'utilisation d'indicateurs variés et de différents types de données s'avère nécessaire. Dans les projets qu'elle mène avec ses partenaires, l'équipe de Regard 360 utilise une très grande variété de données secondaires tirées de différentes sources, telles que le *Recensement de la population* réalisé par Statistique Canada, les enquêtes populationnelles, les données administratives publiées par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) ou les données scolaires publiées par le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ). Toutefois, l'accès et l'utilisation de ces données deviennent parfois complexes en raison de la multiplicité des découpages territoriaux, qui ne correspondent pas nécessairement aux échelles auxquelles œuvrent les partenaires.

C'est en partie pour mieux appréhender ces défis que le projet Regard 360 du Centre d'étude des conditions de vie et des besoins de la population (ÉCOBES) du Cégep de Jonquière, dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, a été développé. Ce projet vise à outiller les acteurs locaux pour de meilleures compréhension et appropriation des caractéristiques de leur territoire en leur offrant des outils et des ressources pour analyser les diverses dimensions et enjeux territoriaux. En favorisant une approche inclusive et multidimensionnelle en éducation et en santé, Regard 360 contribue à une intervention plus efficace et cohérente au sein des territoires québécois.

Le présent article exposera, à travers deux cas concrets, la situation rencontrée par l'équipe de recherche de Regard 360 en lien avec l'accessibilité aux données dans des territoires aux découpages particuliers. Nous présenterons d'abord le projet Regard 360 et la méthodologie qu'il met de l'avant. Ensuite, nous ferons un survol des différents types de découpages présents dans les régions du Québec. Nous terminerons en présentant plus spécifiquement l'approche théorique sur laquelle prennent appui les travaux de Regard 360. Enfin, pour soutenir nos propos, nous ferons un parallèle avec la situation de deux régions – le Saguenay–Lac-Saint-Jean et Laval – pour lesquelles l'accès aux données et la réalisation d'états de situation ont été compliqués par la particularité des découpages territoriaux.

1. Regard 360 : une approche innovante en recherche territoriale

Le projet Regard 360 est mené par une équipe multidisciplinaire du Centre ÉCOBES – Recherche et transfert du Cégep de Jonquière. Il a pour objectif principal de contribuer à répondre de manière pérenne et efficace aux enjeux sociétaux émergents en lien avec l'éducation et la santé durables. Cette approche scientifique et méthodologique permet d'explorer des problématiques diverses en s'appuyant sur cette multidisciplinarité présente au Centre ÉCOBES. Pour atteindre cet objectif, différents travaux sont menés dans le cadre de ce projet, dont les analyses territoriales, la vulgarisation scientifique, le soutien aux organisations dans le cadre de la démarche Regard 360 ainsi que la diffusion de données territoriales sur la plateforme Regard 360. Les prochaines sous-sections permettront de mettre en contexte ce projet et d'en expliquer les fondements.

1.1 Historique

Depuis plus de trois décennies, l'équipe de recherche d'ÉCOBES, un centre collégial de transfert dans le domaine des pratiques sociales novatrices, s'est consacrée à la recherche et à la diffusion de données en éducation, en adoptant une approche territoriale inspirée des méthodologies de géolocalisation appliquées jusqu'alors dans le domaine de la santé.

Entre 1991 et 1993, l'équipe de recherche d'ÉCOBES a entrepris, pour la première fois, des études sur les disparités géographiques et sociales de l'accessibilité aux études collégiales (Veillette et collab., 1993). L'innovation de l'approche utilisée résidait notamment dans l'utilisation des codes postaux pour localiser les parcours scolaires des jeunes à l'échelle des territoires de municipalités régionales de comté (MRC). Ainsi, il était désormais possible de lier les données administratives (comme l'accès au cégep ou les causes de décès) aux données socioéconomiques du Recensement de la population du Canada pour divers territoires, offrant ainsi un nouvel angle d'analyse. Cette méthodologie a permis de mieux prendre en compte l'origine sociale et le contexte de vie des jeunes, favorisant ainsi une mobilisation plus large d'acteurs de soutien, y compris ceux issus de milieux non éducatifs.

Au cours des 10 années suivantes, cette méthode a été largement utilisée dans de nombreux travaux du groupe de recherche, notamment lors d'une vaste enquête régionale en 1997 (Veillette et collab., 1997).

Des outils ont ensuite été développés afin de fournir aux acteurs à travers le Québec les moyens de prendre en compte les caractéristiques spécifiques de leur territoire dans leurs interventions et analyses. Ainsi, initialement appliquée dans des travaux de recherche d'ÉCOBES, cette approche a été progressivement déployée à plus grande échelle à travers des plateformes de visualisation de données telles que les sites interactifs d'indicateurs Cartodiplôme, puis CartoJeunes. Tout comme les travaux de recherche, ces sites fournissaient des indicateurs de réussite et de persévérance scolaires selon le territoire de résidence des jeunes, plutôt que selon leur école de fréquentation, ainsi que des indicateurs démographiques, culturels et socioéconomiques tirés du Recensement de la population du Canada, permettant une meilleure compréhension des conditions de vie dans lesquelles évoluent les jeunes.

1.2 De CartoJeunes à Regard 360 : au-delà d'une plateforme

En 2020, un nouveau financement de la Fondation Lucie et André Chagnon a permis à ÉCOBES de poursuivre et de renforcer sa mission de diffusion de données à l'échelle des territoires. Cette subvention a favorisé le développement de partenariats stratégiques pour enrichir le contenu de la plateforme et pour mener à bien des projets d'analyse et de vulgarisation avec divers acteurs des domaines de l'éducation, de la santé et du développement des communautés.

Dans ce cadre, l'équipe a développé et expérimenté la démarche Regard 360, une approche méthodologique visant à favoriser de meilleures compréhension et appropriation des caractéristiques territoriales par les acteurs locaux et régionaux. Ce processus structuré, divisé en six étapes – élaboration du projet, état de situation, analyse, appropriation de proximité, transfert étendu et évaluation –, permet aux acteurs de croiser des données secondaires produites par diverses organisations (ISQ, Statistique Canada, ministères, etc.), avec des résultats de recherches réalisées à l'interne dans le cadre de projets spécifiques ou tirés de corpus de littérature pertinents.

Cette démarche non linéaire et itérative, en impliquant les partenaires à chaque étape, facilite l'élaboration d'une vision globale des enjeux territoriaux et l'identification de pistes d'action adaptées aux divers contextes. En parallèle, les collaborations avec différents partenaires ont permis la production d'états de situation et de portraits territoriaux vulgarisés, contribuant à la mobilisation des communautés et au développement territorial. Grâce à cette approche, les interventions des acteurs s'appuient sur des données probantes et sur une perspective interdisciplinaire, renforçant ainsi la réflexion et la prise de décision dans une optique de développement des communautés.

Entre 2022 et 2024, la plateforme Regard 360 a été développée de manière itérative pour remplacer CartoJeunes, répondant ainsi aux besoins croissants d'analyse et de visualisation des données éducatives. Cette démarche s'est appuyée sur une collecte continue de commentaires de personnes utilisatrices de CartoJeunes et sur une consultation approfondie des membres du Réseau québécois pour la réussite éducative (RQRE), menée sur plus d'un an.

Lancée en avril 2024, la plateforme Regard 360 a suscité un vif intérêt auprès d'acteurs issus de divers secteurs d'activité, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé. En s'inscrivant dans une démarche de développement continu et visant à démocratiser l'accès à des données fiables, la plateforme tend à faire sa place comme une référence de plus en plus pertinente pour les acteurs des organisations territoriales. Conçue pour que son rôle dépasse celui d'une simple plateforme d'accès aux données, elle peut être perçue comme un véritable outil de travail, offrant une source précieuse de contenu crédible et vérifié, et ayant le potentiel de faciliter la réflexion et la prise de décision.

Ainsi, les données se trouvent au cœur des travaux de Regard 360, mais y avoir accès n'est pas nécessairement simple. Afin d'offrir un aperçu de l'étendue des données qui pourraient être mobilisées dans ce cadre, la prochaine section présentera un survol des principaux découpages territoriaux présents au Québec et pour lesquels des données sont publiées, ainsi que certaines démarches qui ont dû être menées par l'équipe afin de les obtenir.

2. Le Québec : une mosaïque territoriale

Au Québec, il existe de nombreux découpages territoriaux présentant des superficies et des frontières différentes, se superposant et s'entrecroisant, créant une mosaïque d'entités aux objectifs variés, qu'ils soient administratifs, politiques, scolaires ou de santé. Les sous-sections qui suivent permettront de faire un survol de certains de ces découpages et des liens entre eux, ainsi que de présenter quelques défis vécus par l'équipe de Regard 360 en lien avec l'obtention ou l'utilisation de données issues de territoires différenciés.

2.1 Découpages administratifs

Palier régional

D'un point de vue administratif, le Québec est divisé en 17 régions administratives qui ont été mises en place au début des années 1960 dans un objectif de planification et de développement territorial ainsi que

dans le but de faciliter la régionalisation de l'administration publique (Simard, 2016; Dugas, 2022). Le nombre de régions et leurs frontières ont connu certaines modifications au cours des années, principalement dans l'objectif de diminuer leur superficie ou de favoriser la concertation. Si les frontières de plusieurs d'entre elles épousent un élément de géographie, comme le fleuve Saint-Laurent, d'autres délimitations semblent plutôt arbitraires, dictées par des considérations politiques ou populaires (Dugas, 2022).

Palier supralocal

À l'intérieur des régions administratives se trouvent les MRC, qui ont été créées en 1979 dans le cadre de l'adoption de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* afin de faciliter la mise en commun de services. De façon générale, les MRC regroupent un certain nombre de municipalités locales voisines et assument des responsabilités et compétences qui dépassent le cadre local et qui exigent une concertation et une planification plus large.

On retrouve également un certain nombre de municipalités, principalement les grandes villes, nommées villes-MRC, ainsi que d'autres types de territoires auxquels ont été dévolues certaines compétences de MRC (MAMH, 2024a). Au total, l'ISQ répertorie 104 territoires de MRC ou l'équivalent sur le territoire québécois (ISQ, 2023a).

Palier local

Le palier local, pour sa part, compte plus de 1 100 entités de différentes désignations (villes, municipalités, paroisses, cantons, etc.). Parmi elles, huit sont découpées en arrondissements, soit des sous-découpages administratifs dont l'objectif est d'amener, au plus près des citoyennes et citoyens, l'exercice de certaines fonctions municipales (MAMH, 2024a). Notons que les municipalités, les MRC et les régions administratives s'emboîtent parfaitement les unes dans les autres, à la manière de poupées russes.

Il existe également des regroupements de municipalités, autres que les MRC, qui visent aussi la mise en commun de services ou le partage de compétences. D'abord, une agglomération est un territoire regroupant certaines municipalités qui sont liées entre elles pour certaines compétences d'intérêt commun. Dans ce cas, c'est la municipalité centrale qui est chargée d'exercer ces compétences sur tout le territoire de l'agglomération. On retrouve 11 agglomérations sur le territoire du Québec. Ensuite, une communauté métropolitaine est une entité qui assure la planification, la coordination et le financement de différentes compétences. Elle est composée aussi de plusieurs municipalités. On compte deux communautés métropolitaines au Québec, soit celles de Montréal et de Québec (MAMH, 2024a).

Tant l'agglomération que la communauté métropolitaine présentent des frontières ne correspondant pas nécessairement aux autres délimitations administratives. Par exemple, la communauté métropolitaine de Québec inclut la ville de Lévis, qui se situe dans la région de Chaudière-Appalaches (ISQ, 2025).

L'équipe de Regard 360 prend principalement appui sur les découpages administratifs dans les travaux qu'elle mène, tant en ce qui concerne la diffusion de données sur la plateforme Regard 360 que pour l'accompagnement des acteurs et des milieux qui font appel à ses services. En effet, ces découpages sont non seulement ceux pour lesquels le plus grand nombre de données sont disponibles, mais ce sont aussi ceux qui ont généralement le plus de sens pour les populations qui y habitent.

2.2 Découpages scolaires

D'un point de vue scolaire, l'ensemble du territoire québécois est découpé en 60 centres de services scolaires (CSS) et en 3 commissions scolaires à statut particulier, auxquels se superposent 9 commissions scolaires anglophones (Fédération des centres de services scolaires du Québec, 2024).

Si plusieurs CSS couvrent un territoire correspondant à celui d'une ou de quelques MRC, d'autres présentent des délimitations particulières, principalement dans les grandes villes ou à proximité de celles-ci.

Parfois, les frontières du CSS correspondent parfaitement aux délimitations administratives, à l'exception d'une municipalité dont, étonnamment, les écoles se retrouvent dans un CSS voisin. C'est le cas notamment des municipalités de Saint-Roch-des-Aulnaies et de Sainte-Louise, situées dans la région de Chaudière-Appalaches, mais dont les écoles font partie du CSS de Kamouraska-Rivière-du-Loup, dans la région voisine. Pour ce qui est des commissions scolaires anglophones, la plupart présentent des territoires particulièrement étendus couvrant plus d'une région administrative (ISQ, 2025).

Afin de pallier ces différences de délimitations et d'obtenir des données à une échelle plus fine que celle des CSS, ÉCOBES a développé un partenariat avec le MEQ afin d'obtenir certaines données de l'éducation calculées à l'échelle des MRC. Pour ce faire, le MEQ utilise le code postal des jeunes pour les placer dans leur municipalité et leur MRC de résidence, plutôt que dans leur école, puisque ces éléments ne concordent pas toujours.

Historiquement axée sur les données du secondaire (diplomation, décrochage et accès à la formation), cette entente s'est récemment élargie pour inclure de nouveaux indicateurs, non seulement d'ordre secondaire, mais également d'ordre primaire. L'obtention de ces données à l'échelle des MRC permet notamment de bien comprendre dans quels contextes démographique, social et économique évoluent les jeunes et, ainsi, de mieux cerner les facteurs qui peuvent être favorables ou défavorables à la réussite de leur parcours.

2.3 Découpages de la santé

D'un point de vue de la santé, le Québec est divisé en 18 régions sociosanitaires (RSS) et en 22 réseaux territoriaux de services (RTS). Certaines RSS comptent plus d'un RTS, tandis que d'autres n'en comptent qu'un seul. Dans ce dernier cas, les deux entités couvrent exactement le même territoire.

Sous-territoires de santé

Les RSS et les RTS sont ensuite découpés en 93 réseaux locaux de services (RLS), qui sont à leur tour découpés en 166 territoires de centres locaux de services communautaires (CLSC) (MSSS, 2016).

La plupart des RSS présentent des délimitations identiques à celles des régions administratives, ce qui facilite grandement la mise en parallèle des données. Or, ce n'est malheureusement pas le cas pour tous. Outre le cas flagrant des régions administratives de la Mauricie et du Centre-du-Québec, qui sont réunies en une seule RSS, d'autres cas sont plus subtils : une municipalité située dans une région d'un point de vue administratif peut se retrouver dans la région voisine au point de vue de la santé. C'est le cas notamment de la RSS de l'Estrie, qui englobe de petites parties de territoire situées dans les régions administratives de la Montérégie et de Chaudière-Appalaches (ISQ, 2025). Ainsi, les données de santé publiées à l'échelle des RSS peuvent difficilement être directement mises en parallèle avec les données administratives puisqu'elles ne concernent pas à 100 % la même population.

Ensuite, même lorsque les frontières des RSS et des régions administratives concordent parfaitement, ce sont parfois les délimitations des sous-découpages qui rendent difficile la mise en parallèle de données administratives et de santé. En effet, les MRC et les RLS, qui pourraient être considérés comme des échelons géographiques de niveau comparable, partagent les mêmes délimitations dans plusieurs régions, mais pas partout (ISQ, 2025). À ce sujet, le cas du Saguenay-Lac-Saint-Jean est présenté plus en détail dans la troisième partie de ce texte.

Au fil des ans, l'équipe de Regard 360 a mené des démarches auprès de centres intégrés (universitaires) de santé et de services sociaux (CISSS/CIUSSS) dans certaines régions afin d'obtenir des données à utiliser dans le cadre de travaux particuliers. En effet, ces organisations disposent de données qui ne sont pas rendues publiques autrement; elles représentent donc des partenaires incontournables pour l'accès à ces données, qui sont nécessaires afin de bien comprendre l'ensemble des caractéristiques d'une population. Cela dit, les données fournies dans ces occasions l'étaient aux échelles des découpages de la santé, ce qui demeure un frein à la mise en parallèle avec les autres données disponibles.

2.4 Découpages politiques

D'un point de vue politique, les circonscriptions électorales présentent des contours qui leur sont propres. En effet, puisque leurs délimitations doivent prendre en compte le nombre d'électeurs présents, leurs limites sont appelées à être modifiées à l'occasion pour s'adapter à la réalité démographique. Ainsi, si les frontières des municipalités sont généralement respectées (Élections Québec, 2024), il en est autrement de celles des MRC : certaines d'entre elles voient différentes parties de leur territoire associées à différentes circonscriptions électorales. C'est le cas notamment de la MRC Les Maskoutains, dont la population est répartie dans quatre circonscriptions électorales provinciales (ISQ, 2025).

Quelques démarches ont été entreprises par l'équipe de Regard 360 afin de faire recalculer les résultats des élections générales provinciales à l'échelle des régions administratives et, idéalement, à celles des MRC. Ces démarches n'ont malheureusement donné aucun résultat à ce jour.

2.5 Découpages du *Recensement de la population*

Il importe finalement de donner quelques explications sur les découpages qui sont utilisés par Statistique Canada dans le cadre du *Recensement de la population*. La géographie utilisée par Statistique Canada pour la production de données statistiques comprend plusieurs niveaux hiérarchiques qui sont propres à l'organisation et qui lui permettent d'adapter les données aux découpages existants dans les provinces et territoires. Les découpages intraprovinciaux, nommés « régions économiques » par Statistique Canada, correspondent au découpage des régions administratives du Québec. À plus petites échelles, les divisions et subdivisions de recensement correspondent respectivement aux découpages de MRC et de municipalités (ISQ, 2021).

Centres de population

Statistique Canada diffuse également des données à l'échelle des régions métropolitaines de recensement (RMR) et des agglomérations de recensement (AR), toutes deux formées d'un centre de population (noyau) et des municipalités qui lui sont adjacentes. L'idée derrière ces niveaux géographiques est de rendre compte du fait que les municipalités qui sont adjacentes à un centre urbain densément peuplé présentent souvent un fort niveau d'intégration socioéconomique avec lui, principalement en lien avec le lieu de travail. Le navettage pour le travail est d'ailleurs l'un des indicateurs utilisés par Statistique Canada pour confirmer l'inclusion d'une municipalité dans une RMR ou une AR.

Plus spécifiquement, la population totale d'une RMR doit être d'au moins 100 000 personnes et son noyau doit compter au moins 50 000 habitants. Pour ce qui est de l'AR, son noyau doit compter une population minimale de 10 000 personnes (Statistique Canada, 2022).

Bien que les données du *Recensement de la population* soient, pour la grande majorité, disponibles publiquement aux échelles administratives (municipalités, MRC, régions), il existe certaines exceptions et particularités qui ont mené ÉCOBES à effectuer des demandes d'extractions spéciales à Statistique Canada.

Parmi les données qui sont demandées de façon spécifique, notons d'abord celles des arrondissements des grandes villes, qui ne sont pas calculées d'emblée par l'organisation fédérale. D'autres sous-découpages sont également demandés pour les villes de Laval (secteurs d'aménagement) et de Montréal (quartiers). Plus de détails au sujet de la ville de Laval sont présentés en troisième partie de ce texte.

De plus, certaines divisions de recensement ne correspondent pas au découpage des MRC, ce qui fait en sorte que les données de certains territoires ne sont pas disponibles publiquement à cette échelle. Une demande d'extraction spéciale est donc faite auprès de Statistique Canada pour qu'un recalcul soit réalisé en tenant compte des délimitations officielles de ces territoires administratifs, ce qui permet d'assurer la couverture de chaque territoire de MRC avec les données du *Recensement de la population*. Plus spécifiquement, cette situation se présente pour certaines MRC de la Côte-Nord, de la Mauricie, du Nord-du-Québec et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (ISQ, 2025). Plus de détails sur la situation au Saguenay–Lac-Saint-Jean sont présentés à ce sujet dans la troisième partie de ce texte.

Ce survol rapide des différents découpages territoriaux présents au Québec permet de rendre compte à quel point la province est divisée et subdivisée de multiples façons afin de répondre aux objectifs et impératifs des organismes qui établissent ces délimitations. Certaines statistiques et données sont associées à chacun de ces découpages, qu'on parle de participation électorale, de résultats scolaires ou d'habitudes de vie. C'est d'ailleurs ici que se trouve tout l'enjeu. Comment établir un portrait juste d'un territoire et de la population y habitant qui prend en compte tous les facteurs favorables ou défavorables à leur développement, alors que les données disponibles ne sont pas basées sur les mêmes frontières et, conséquemment, sur la même population?

Comme il a été mentionné précédemment, certaines démarches ont été entreprises et des ententes sont en cours avec les principaux détenteurs de données afin de pouvoir les obtenir aux échelles administratives. Ces démarches exigent toutefois beaucoup de temps et engendrent souvent des frais, ce qui nécessite de prioriser celles qui apparaissent les plus pertinentes dans un objectif de compréhension des territoires.

La prochaine section permettra de présenter l'approche théorique qui inspire l'équipe de recherche quant à l'utilisation des données territoriales. Elle permettra également de mettre l'accent sur deux régions administratives pour lesquelles des enjeux particuliers d'accès aux données ont été rencontrés et sur les conséquences que cela a pu entraîner sur les travaux que l'équipe y a menés.

3. Pour une vision à 360° : l'approche écosystémique

L'équipe de Regard 360 prend appui sur l'approche écosystémique dans les démarches qu'elle mène avec ses partenaires. L'angle de vision préconisé est celui des territoires, c'est-à-dire qu'en plus d'une analyse thématique visant à répondre à une question ou à un enjeu vécu par les partenaires accompagnés, les caractéristiques territoriales sont systématiquement prises en compte afin d'arriver à cerner au mieux l'ensemble des paramètres qui pourraient exercer une influence sur la situation, même ceux auxquels on ne penserait pas de prime abord.

3.1 Approche écosystémique : une brève description

D'un point de vue écologique, un écosystème désigne un ensemble dynamique dans lequel les organismes vivants sont en relation étroite et interdépendante avec l'environnement non vivant dans lequel ils évoluent. Dans ce cadre, l'approche écosystémique consiste en une stratégie d'analyse et d'action qui place son accent sur un objet de préoccupation au centre des environnements exerçant une influence sur lui. Un écosystème peut s'insérer à différentes échelles et être de tailles variables, puisque c'est l'enjeu considéré (l'objet de préoccupation) qui déterminera l'échelle de l'analyse et de l'action (Convention on Biological Diversity, 2010).

D'un point de vue du développement humain, l'approche écosystémique a été mise de l'avant à la fin des années 1970 par le psychologue américain Urie Bronfenbrenner et repose sur l'idée centrale selon laquelle les différents environnements au sein desquels évoluent les individus influencent leur développement (Absil et collab., 2012). Bronfenbrenner propose, avec cette approche, un modèle dans lequel les environnements s'emboîtent, ce qui permet de décrire et de comprendre les interactions qui peuvent exister entre chacun d'eux (Reyssier, 2022).

Ces interactions se produisent dans six types d'environnements, appelés systèmes :

- 1) L'*ontosystème* est décrit comme l'ensemble des caractéristiques individuelles des personnes, qu'elles soient biologiques (âge, sexe, origine), sociales ou comportementales (El Hage et Reynaud, 2014; Gaudreault et collab., 2018);
- 2) le *microsystème* correspond à ce qui se trouve au plus près de l'individu, soit ses milieux de vie immédiats et les personnes et activités qui en font partie;
- 3) le *mésosystème* correspond aux interrelations et processus qui se déroulent entre les divers éléments du microsystème (p. ex., entre la famille et l'école);
- 4) l'*exosystème* est entendu comme les environnements qui n'agissent pas directement sur le développement de l'individu, mais dans lesquels des événements peuvent influencer son parcours (p. ex., le milieu de travail des parents);
- 5) le *macrosystème* englobe l'ensemble des autres systèmes et s'inscrit dans divers contextes existants (politique, social, économique, culturel) qui teintent la vie en société et les possibilités qui sont offertes aux individus (p. ex., l'organisation des services et les politiques sociales) (Absil et collab., 2012; Reyssier, 2022); et
- 6) les *chronosystèmes*, qui sont transversaux et qui font référence au temps et aux changements qui se produisent dans la vie des individus au cours de leur développement. Ils réfèrent ainsi aux périodes de transition qui mènent à des changements au sein des autres systèmes (p. ex., l'entrée à l'école, une séparation ou un déménagement) (El Hage et Reynaud, 2014; Gaudreau et collab., 2018).

Éducation

L'approche écosystémique a été beaucoup utilisée dans le contexte du développement des enfants et des jeunes, entre autres en lien avec l'apprentissage (Larose et collab., 2004; El Hage et Reynaud, 2014) ou avec la persévérance scolaire et la réussite éducative (Gaudreault et collab., 2018; Rebeiz, 2018; CRÉPAS, 2020). Les recherches menées dans ce cadre ont souvent visé à faire émerger des facteurs favorables, des pratiques efficaces ou encore des modèles à reproduire dans le but de favoriser le développement. Dans le contexte de l'éducation, l'utilisation de l'approche écosystémique peut d'ailleurs être mise en parallèle avec les déterminants de la persévérance scolaire puisqu'elle permet de mieux prendre en considération les interactions possibles entre ces déterminants et, ainsi, de mieux envisager les potentiels leviers d'action (CRÉPAS, 2020).

Santé publique

L'approche par les systèmes est également de plus en plus utilisée dans le cadre d'initiatives en santé publique, avec pour objectif de mieux « comprendre les réseaux d'interactions qui influencent les principaux résultats en matière de santé » (AMS et ACSS, 2021, p. 3). L'utilisation de cette approche permet de favoriser un changement de perspective, en ce sens que les différents contextes de vie dans lesquels évoluent les populations sont pris en compte de façon particulière afin de favoriser la mise en place d'interventions ayant le plus grand potentiel d'impact (AMS et ACSS, 2021). Dans le contexte de la santé publique, plusieurs éléments reconnus comme pouvant influencer positivement ou négativement la santé de la population, identifiés comme les déterminants sociaux de la santé, peuvent être positionnés à l'intérieur des différents systèmes (MSSS, 2011).

Territoire

Spécifiquement en lien avec le territoire, l'approche écosystémique peut être croisée avec l'approche du développement territorial intégré (DTI). Cette approche mise sur la concertation et sur la collaboration entre les acteurs d'un territoire, issus de différents secteurs, afin d'harmoniser leurs actions en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations (Gaudreau, 2013; Divay, 2016; Parent et collab., 2016).

Au Québec, l'approche du DTI a été utilisée principalement dans les champs de la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale (Divay, 2016) et de l'organisation communautaire (Gaudreau, 2013; Parent et collab., 2016). Les retombées d'une telle approche intégrée peuvent être observées tant à l'échelle micro, dans les bénéfices que chaque acteur retire de la collaboration; à l'échelle méso, dans les interactions collaboratives; et à l'échelle macro, dans les effets positifs sur le territoire et sa population (Voets et Van Dooren, 2011, cités dans Divay, 2016). Cela dit, puisque cette approche utilise le territoire non seulement comme objet d'analyse, mais également comme cadre d'intervention, et que la démarche collaborative vise essentiellement à réunir les acteurs qui habitent ce territoire, son utilisation pourrait occulter la prise en compte de facteurs extérieurs pouvant potentiellement exercer une influence sur les actions ou les résultats qui en découlent (Bourque et Mercier, 2012, cités dans Gaudreau, 2013).

Notons que, selon l'angle d'approche privilégié, les différents systèmes peuvent prendre des noms différents afin de s'adapter à la réalité des acteurs qui œuvrent dans le domaine. Ainsi, l'ontosystème référera aux caractéristiques individuelles, le microsystème sera associé aux milieux de vie, alors que l'exosystème fera référence à l'organisation des services ou à la coordination entre les acteurs (MSSS, 2011; CRÉPAS, 2020). Peu importe le nom donné aux différents systèmes, l'idée demeure la même, avec cette approche : prendre en considération l'ensemble des éléments qui peuvent exercer une influence sur notre objet de préoccupation dans l'analyse devant mener à mettre en place des actions.

La prochaine sous-section illustrera de quelle façon l'approche écosystémique est appliquée plus concrètement dans les travaux menés par l'équipe de Regard 360.

3.2 Approche écosystémique appliquée à Regard 360

Comme mentionné précédemment, c'est en s'appuyant sur une étude fondatrice portant sur les inégalités sociogéographiques de l'accès aux études supérieures (Veillette et collab., 1993) que des chercheuses et chercheurs d'ÉCOBES ont voulu pousser plus loin les réflexions au sujet de l'influence de certains facteurs territoriaux sur la persévérance scolaire (Gaudreault et collab., 2018; Gaudreault et collab., 2020). L'échelle privilégiée dans ces études est celle des MRC, qui est d'importance en matière de concertation (Gaudreault et collab., 2018).

Depuis la mise en place de la démarche Regard 360, cette même approche écosystémique et territoriale est appliquée à tous les projets d'accompagnement. En plus de la persévérance scolaire, divers thèmes ont été explorés avec des partenaires de partout au Québec, par exemple les enjeux en lien avec le logement, la lutte à la pauvreté ou le bénévolat. Dans ce contexte, l'objet de préoccupation, soit celui pour lequel une analyse écosystémique est réalisée, peut être tant un groupe de population précis qu'une organisation ou une situation vécue sur un territoire. Évidemment, les systèmes seront différents selon les sujets traités, mais seront toujours analysés sur la base du territoire d'action des partenaires avec qui est mené le projet.

La figure 1 offre une visualisation du modèle écosystémique tel qu'il a été appliqué pour effectuer l'analyse des retombées des actions financées dans le cadre de programmes de lutte à la pauvreté. Dans cet exemple :

- L'*ontosystème* serait composé des membres de l'organisation qui gère les fonds;
- Les interactions entre ces membres composeraient le *microsystème*;
- Le *mésosystème* mettrait en évidence les réseaux de connexion externes des membres, comme les autres structures auxquelles elles et ils participent directement (p. ex., conseil d'administration, communauté de pratique) ou leur organisation de rattachement, dans le cas où l'organisme qui gère les fonds est composé d'un regroupement d'acteurs;
- L'*exosystème* ferait quant à lui référence aux autres organisations qui sont présentes sur le territoire, qui peuvent exercer une influence sur le contexte d'action, mais sans qu'il y ait de lien direct;
- Le *macrosystème* serait constitué des différents contextes généraux (politique, économique, démographique, etc.) avec lesquels l'organisation doit composer pour prendre ses décisions de financement;
- Les *chronosystèmes* prendraient en compte les changements dans la composition des différents systèmes au fil de l'existence de l'organisation (Bergeron-Leclerc et collab., 2021).

L'intégration d'organisations et de programmes de financement à l'intérieur d'un modèle écosystémique apparaît certes peu orthodoxe en regard des autres utilisations qui en sont généralement faites. Cependant, la pratique et l'expérimentation ont permis à l'équipe de Regard 360 de constater que ces éléments peuvent être des facteurs d'influence déterminants pour la compréhension des dynamiques territoriales et pour la mise en place d'actions structurantes permettant d'améliorer les conditions de vie des populations, en tenant compte de leur réalité socioéconomique, des caractéristiques territoriales et des particularités géographiques.

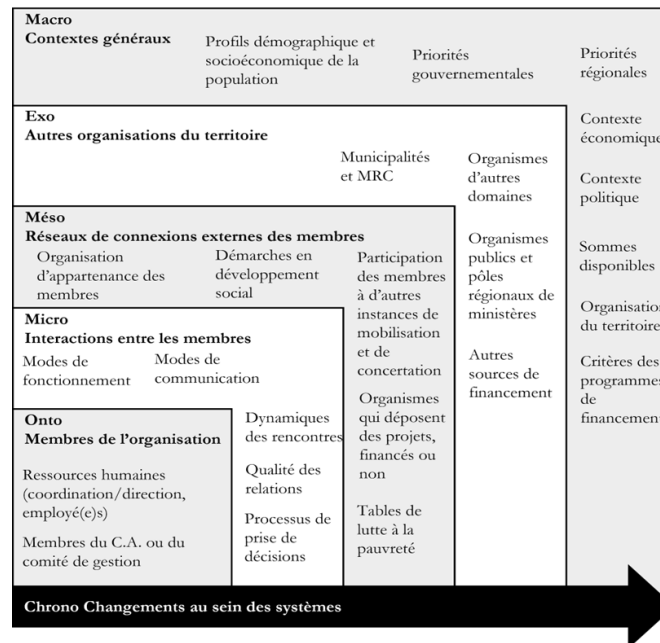


Figure 1 – Modèle écosystémique appliqué au champ de la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale dans le cadre du projet Regard 360

Ainsi, la prise en considération de l'ensemble des éléments qui composent les différents systèmes exerçant une influence sur un objet de préoccupation nécessite le développement d'une bonne compréhension des caractéristiques du territoire.

En effet, bien connaître et comprendre son territoire d'intervention apparaît incontournable pour favoriser la mobilisation et pour faciliter la prise de décision et l'action, puisque cela permet le développement d'une vision et d'une compréhension communes entre les différents acteurs.

Les MRC et les municipalités sont les échelons territoriaux qui permettent le mieux de comprendre dans quels écosystèmes s'insèrent nos objets de préoccupation. Cependant, comme il a été présenté dans la section précédente, le défi de la disponibilité des données à ces échelles demeure entier. Ainsi, que ce soit parce que la donnée n'est tout simplement pas disponible à l'échelle souhaitée ou encore parce qu'elle a été récoltée et traitée en utilisant un découpage territorial propre à un type d'organisation, il est souvent ardu de broser le portrait d'un territoire d'une façon complète et satisfaisante.

La prochaine sous-section permettra d'exposer certaines difficultés d'accès aux données vécues dans deux régions et les conséquences que cela entraîne sur les travaux menés.

3.3 Cas d'application

Afin de mettre en exergue les difficultés réelles d'obtention de données en fonction des différents découpages territoriaux, les cas des régions administratives du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de Laval seront présentés. Dans le premier cas, l'enjeu en est surtout un de multiplication des découpages selon les différentes organisations. Le second cas présente plutôt une situation inverse, alors que le manque de sous-découpages peut rendre difficile la compréhension fine du territoire et de sa population.

3.3.1 Région du Saguenay–Lac-Saint-Jean

Située au nord du fleuve Saint-Laurent, la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean s’étend sur un vaste territoire de plus de 95 000 kilomètres carrés. De cette vaste superficie, seulement 26 000 kilomètres carrés sont habités, soit environ 27 % du territoire (MAMH, 2024b). Avec une population de 283 234 habitants en 2023 (ISQ, 2024), la région se classe au 10^e rang provincial en ce qui concerne la population, mais au 3^e rang pour la superficie. Le Saguenay–Lac-Saint-Jean est divisé en cinq entités administratives distinctes, soit quatre MRC et la ville-MRC de Saguenay. L’ensemble du territoire est réparti entre 49 municipalités, 1 communauté autochtone et 10 territoires non organisés (MAMH, 2024b).

Les territoires sur lesquels interviennent les acteurs accompagnés et leurs partenaires ne correspondent pas toujours aux découpages administratifs habituels. Cette discordance peut résulter de divers facteurs, par exemple les paramètres de certains programmes gouvernementaux ou la superposition de différents découpages tels que les MRC, les RLS, les CSS, les commissions scolaires anglophones et les communautés autochtones.

Pour le Saguenay–Lac-Saint-Jean, une autre particularité doit être considérée : celle de sous-région. Cette subdivision géographique à l’intérieur de la région, soit, d’une part, le territoire physique situé autour d’une vaste étendue d’eau, le lac Saint-Jean; d’autre part, le territoire du Saguenay dans son sens large, situé de chaque côté de la rivière Saguenay et de ses affluents. Ces différences dans les territoires concernés peuvent engendrer des enjeux significatifs, tant dans la connaissance des territoires que pour l’accessibilité aux données ainsi qu’en matière de gouvernance.

Dans le tableau 1, il est possible d’observer, en fonction du type de découpage choisi, certaines particularités susceptibles d’influencer, à divers degrés, les différents acteurs des territoires. Ces spécificités peuvent également entraîner des répercussions sur la gestion de certains programmes ainsi que sur les processus de prise de décision sur plusieurs plans stratégiques.

| Territoires | Découpage administratif | Découpage scolaire | Découpage de la santé | Division de recensement |
|---------------------------|-------------------------|--|---|--------------------------------------|
| MRC du Domaine-du-Roy | 9 municipalités | CSS du Pays-des-Bleuets | RLS du Domaine-du-Roy | Le Domaine-du-Roy |
| | 1 communauté autochtone | Conseil en éducation des Premières Nations | | |
| MRC de Lac-Saint-Jean-Est | 14 municipalités | CSS du Lac-Saint-Jean CSS du Pays-des-Bleuets | RLS Lac-Saint-Jean RLS Maria-Chapdelaine | Lac-Saint-Jean-Est |
| MRC de Maria-Chapdelaine | 12 municipalités | CSS du Pays-des-Bleuets | RLS Maria-Chapdelaine | Maria-Chapdelaine |
| MRC du Fjord-du-Saguenay | 13 municipalités | CSS De La Jonquière CSS des Rives-du-Saguenay | RLS de Jonquière RLS de Chicoutimi RLS de La Baie | Le Saguenay-et-son-Fjord |
| Ville-MRC de Saguenay | 3 arrondissements | CSS De La Jonquière CSS des Rives-du-Saguenay | RLS de Jonquière RLS de Chicoutimi RLS de La Baie | Saguenay Le Saguenay-et-son-Fjord |

Note : Les écoles anglophones de la région font partie de la Commission scolaire Central Québec.

Tableau 1 – Découpages de la région administrative du Saguenay–Lac-Saint-Jean
Source : ISQ (2025)

Au Saguenay–Lac-Saint-Jean, les acteurs du territoire se sont distingués par leur implication forte et constante dans les processus décisionnels, s’inscrivant dans une dynamique de gouvernance participative à différentes échelles. Néanmoins, la superposition de découpages a demandé une certaine vigilance, notamment dans la mise en place d’actions qui répondent aux besoins des communautés.

Bien que certaines spécificités soient propres à la sous-région du Lac-Saint-Jean, la présente analyse se concentre sur la ville de Saguenay et sur la MRC du Fjord-du-Saguenay. L’examen des découpages de ces deux zones révèle l’inexistence de données spécifiques pour la MRC du Fjord-du-Saguenay puisque ce découpage administratif est intégré dans la division de recensement nommée Le Saguenay-et-son-Fjord, qui intègre dans un seul territoire cette MRC et la ville-MRC de Saguenay (Statistique Canada, 2023).

Il n’est donc pas possible, contrairement aux autres MRC de la région, de retrouver en libre accès, sur le site de Statistique Canada, les données de l’échelon MRC pour ce secteur géographique. Cela rend difficiles l’analyse et la comparaison des territoires sur plusieurs indicateurs à l’échelle des MRC de la région. Pour pallier ce problème, une demande d’extraction spécifique des données de recensement pour la MRC du Fjord-du-Saguenay a dû être effectuée auprès de Statistique Canada afin de fournir un portrait conforme aux réalités administratives locales.

Une situation analogue se présente avec les données du secteur de la santé, où les municipalités de la MRC du Fjord-du-Saguenay sont réparties dans l’un des trois RLS couvrant chacun un arrondissement de Saguenay (ISQ, 2025). Cette situation rend très complexe, voire quasi impossible l’obtention de données de la santé à l’échelle des territoires administratifs puisque les frontières ne concordent tout simplement pas. De ce fait, une analyse écosystémique croisant les données de la santé avec celles qui sont disponibles à l’échelle des territoires administratifs s’avère imprécise puisque ces données ne portent pas sur les mêmes populations.

En ce qui concerne la ville-MRC de Saguenay, un traitement supplémentaire est requis pour obtenir un portrait détaillé selon ses trois arrondissements. L’équipe de Regard 360 a observé cette problématique au cours de la réalisation de projets de recherche menés en partenariat avec la Ville de Saguenay. Ces projets, portant sur le logement, sur le transport et sur le vieillissement, ont nécessité un traitement spécifique des données, qu’il s’agisse de celles de Statistique Canada ou du CIUSSS. Afin de répondre adéquatement aux besoins exprimés par le partenaire, il était impératif d’élaborer un portrait de la situation permettant de refléter fidèlement les réalités locales.

Pour le projet portant sur le vieillissement, le partenaire Ville de Saguenay devait renouveler son plan du programme *Municipalité amie des aînés*. Ce processus exigeait l’élaboration d’un diagnostic social approfondi visant à mieux comprendre la réalité des personnes âgées sur son territoire. Ce diagnostic visait ainsi à identifier les forces et les faiblesses des services et infrastructures disponibles, dans le but d’orienter les actions municipales pour promouvoir le vieillissement actif.

L’analyse des données et des informations selon un découpage par arrondissement a mis en évidence des spécificités propres à certains secteurs de la ville. Au contraire, l’agrégation des données globales n’aurait pas permis de révéler ces particularités, limitant ainsi la possibilité de proposer des pistes d’action ciblées répondant aux besoins spécifiques des populations concernées. Cette approche territoriale s’avère donc essentielle pour affiner les diagnostics et pour orienter les interventions. Rappelons toutefois l’impossibilité d’obtenir les données de la santé à l’échelle spécifique des arrondissements, ce qui limite la mise en parallèle, comme mentionné précédemment.

Au-delà du découpage des données, la mobilisation des acteurs territoriaux présente également des particularités notables. Ces derniers, bien qu’affectés à des territoires qui ne correspondent pas toujours aux frontières administratives des arrondissements, jouent un rôle crucial auprès de la population âgée.

Ils doivent composer avec des superpositions territoriales complexes, ce qui peut représenter un défi supplémentaire dans la mise en œuvre d'actions, particulièrement lorsqu'il s'agit de les coordonner avec les instances de gouvernance administrative.

La posture des personnes qui interviennent sur un territoire est donc influencée en matière d'organisation, de coordination et de perception des besoins d'une population. En somme, ces découpages territoriaux agissent directement sur la manière dont les intervenantes et intervenants structurent et mettent en œuvre leurs interventions, leur capacité de collaborer entre eux et même leur lecture des besoins locaux, ce qui peut affecter l'efficacité de leurs actions lorsque cette superposition de découpages devient trop complexe.

3.3.2 Laval

Le territoire lavallois couvre l'île Jésus ainsi que plusieurs petites îles à proximité, situées dans les rivières des Prairies et des Mille Îles. Jusqu'en 1965, ce territoire était composé de 14 municipalités, qui ont été regroupées pour former la ville de Laval (Convercité et Ville de Laval, 2017). Aujourd'hui, Laval est la troisième ville la plus peuplée au Québec, alors que 451 986 personnes y habitaient au 1^{er} juillet 2023 (ISQ, 2024).

D'un point de vue administratif, Laval est à la fois une région administrative et une ville-MRC. Les 14 anciennes municipalités fusionnées sont devenues les quartiers de la ville, auxquels s'identifie encore aujourd'hui la population lavalloise, bien qu'ils ne soient pas reconnus comme des découpages officiels. Afin de faciliter l'administration et la fourniture de services, la Ville a plutôt privilégié de découper son territoire en six secteurs d'aménagement (Convercité et Ville de Laval, 2017). Ces secteurs ne sont toutefois pas reconnus comme un échelon officiel de l'organisation municipale, contrairement aux arrondissements présents dans les autres grandes villes (MAMH, 2024a).

Pour ce qui est du découpage scolaire, le CSS de Laval couvre exactement le territoire régional, alors que la Commission scolaire anglophone Sir-Wilfrid-Laurier englobe les régions des Laurentides et de Lanaudière en plus de celle de Laval.

Du côté de la santé, la RSS de Laval couvre elle aussi exactement le territoire régional et ne compte qu'un seul RTS et un seul RLS, et quatre territoires de CLSC, dont les délimitations ne correspondent pas du tout à celles des secteurs d'aménagement.

Finalement, le territoire est découpé en six circonscriptions électorales provinciales, dont les délimitations sont similaires à celles des secteurs d'aménagement, sans être exactement les mêmes, ainsi qu'en quatre circonscriptions électorales fédérales (ISQ, 2025).

Ainsi, la région de Laval compte très peu de sous-découpages officiels, quel que soit le domaine. Afin de combler cette lacune, une demande d'extraction spéciale a été faite auprès de Statistique Canada et du MEQ afin d'obtenir les données du Recensement et celles de l'éducation à l'échelle des secteurs d'aménagement pour pouvoir les intégrer à la plateforme Regard 360. Cela était nécessaire afin d'assurer une compréhension optimale des conditions de vie de la population lavalloise, d'autant plus qu'il existe des différences marquées aux points de vue socioéconomique et culturel entre les différents secteurs (ÉCOBES – Recherche et transfert, 2024).

En effet, dans le cadre des travaux menés avec un partenaire régional œuvrant dans le domaine de la persévérance scolaire, il a été constaté que les conditions socioéconomiques dans lesquelles vivent les jeunes des secteurs d'aménagement 2 et 3 sont passablement moins favorables que celles dans lesquelles vivent les jeunes du reste de la région.

Le tableau 2 offre un aperçu de quelques indicateurs retenus comme des facteurs de vulnérabilité et qui seraient liés à des enjeux de persévérance scolaire et de réussite éducative. Pour chacun des indicateurs, un taux plus élevé représente une plus grande vulnérabilité. La dernière ligne présente le taux annuel de sortie sans diplôme ni qualification du secondaire pour chacun des secteurs, ce qui permet de constater que ce taux est effectivement plus élevé dans les secteurs 2 et 3.

| Indicateurs (%) | Secteur | | | | | |
|--|---------|------|------|------|------|------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 |
| Familles monoparentales | 26,7 | 33,1 | 28,5 | 21,0 | 22,9 | 25,5 |
| Adultes de 25 à 64 ans sans diplôme d'études secondaires | 9,1 | 12,6 | 15,5 | 10,1 | 7,8 | 8,6 |
| Faible revenu après impôt | 6,0 | 12,8 | 13,9 | 6,1 | 5,2 | 5,6 |
| Inactivité chez les personnes de 15 ans et plus | 32,9 | 36,0 | 41,1 | 30,1 | 31,0 | 32,2 |
| Population ne connaissant ni le français ni l'anglais | 1,1 | 1,9 | 4,4 | 1,7 | 1,4 | 1,1 |
| Logements de taille insuffisante | 4,4 | 6,2 | 8,1 | 4,1 | 4,6 | 3,6 |
| Logements nécessitant des réparations majeures | 5,3 | 7,4 | 5,1 | 4,6 | 4,0 | 3,8 |
| Personnes ayant déménagé dans les cinq dernières années | 31,7 | 42,6 | 39,5 | 30,3 | 29,9 | 28,2 |
| Sorties sans diplôme ni qualification du secondaire | 9,2 | 18,4 | 12,2 | 7,3 | 6,6 | 5,2 |

Tableau 2 – Quelques indicateurs de vulnérabilité ventilés par secteur d'aménagement de Laval, 2021
Source : ÉCOBES – Recherche et transfert (2024)

Grâce aux données calculées par secteur d'aménagement, il a été possible de brosser un portrait juste de l'écosystème lié à la persévérance scolaire à Laval. Alors que, sans ventilation par sous-découpage, les seules données régionales auraient pu présenter une réalité faussée et faire croire aux intervenantes et intervenants en persévérance scolaire que tout va bien pour les jeunes lavallois, puisque le taux de diplomation au secondaire des jeunes de Laval est le plus élevé au Québec depuis quelques années, loin devant la moyenne provinciale. En effet, pour la cohorte de jeunes ayant commencé leurs études secondaires en 2015, qui a été suivie jusqu'en 2022, le taux de diplomation et de qualification après sept ans au secondaire était de 87,8 % à Laval et de 82,1 % dans l'ensemble du Québec (ÉCOBES – Recherche et transfert, 2024).

Ainsi, à la lumière de ce portrait, les intervenantes et intervenants du milieu ont pu se mobiliser et mettre en place des projets et interventions ciblés correspondant aux besoins spécifiques des jeunes des différents secteurs, en fonction des caractéristiques de leur milieu de vie. Cela dit, seules les données du Recensement et de l'éducation ont pu être obtenues à l'échelle des secteurs d'aménagement. Toutes les données de santé, qu'elles proviennent d'enquêtes ou autres, demeurent uniquement disponibles à l'échelle de la région entière.

À titre d'exemples, deux enquêtes très importantes portant sur les jeunes, soit l'*Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle* (EQDEM) et l'*Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire* (EQSJS), sont publiées tous les cinq ans par l'ISQ.

Les données de l'EQDEM sont disponibles publiquement à l'échelle des régions administratives, des MRC ainsi que des différents découpages scolaires et de santé (ISQ, 2023b). Comme il a été mentionné précédemment, à Laval, l'échelon MRC est assimilé à la Ville, qui couvre elle-même le même territoire que la région administrative, tout comme la RSS, le RTS, le RLS et la CSS. Ainsi, les données de cette enquête sont disponibles selon un seul sous-découpage, celui des CLSC, dont les délimitations ne correspondent pas du tout à celles des secteurs d'aménagement (ISQ, 2025). Cela ne permet pas de les mettre en parallèle avec les autres données disponibles et, ainsi, de prendre en compte l'ensemble des conditions de vie afin de bien en comprendre les résultats et de les utiliser à bon escient.

Pour ce qui est de l'EQSJS, les données sont diffusées par l'ISQ seulement à l'échelle des RSS, mais certaines RSS choisissent d'en faire une publication spécifique selon les territoires de RLS. Encore une fois, puisque le territoire lavallois est couvert par un seul RLS, il est impossible de prendre connaissance des données de cette enquête autrement que pour l'ensemble de la région, ce qui freine les possibilités de mise en parallèle avec les données socioéconomiques et éducatives.

Conclusion

Cette analyse portant sur les différents découpages territoriaux révèle l'importance cruciale qu'ils prennent dans l'intervention au sein des territoires et dans le développement des communautés. En effet, pour permettre la mobilisation et pour assurer la cohérence des actions, leur prise en considération devient incontournable, tant par les acteurs qui interviennent directement sur les territoires que par les équipes de recherche. Ces découpages, loin d'être de simples délimitations abstraites, influencent directement les dynamiques économiques et sociales au sein des régions du Québec en déterminant l'accès aux ressources, les opportunités de collaboration intercommunautaire ainsi que la répartition des infrastructures et des services publics.

Cependant, comme ont permis de le présenter les exemples des régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de Laval, la superposition de découpages ou, au contraire, l'absence de sous-découpages peuvent compliquer la réalisation d'états de situation justes et complets. Cela peut entraîner diverses conséquences, partant de la difficulté à mobiliser l'ensemble des acteurs du milieu allant jusqu'à l'inefficacité des mesures mises en place pour répondre à un enjeu précis en raison d'une lacune de connaissances en lien avec la situation.

L'intégration de l'approche sectorielle (santé, éducation) à l'approche territoriale pourrait représenter une avancée significative pour la compilation et l'analyse des données sur les populations. En effet, en combinant les données sectorielles avec les caractéristiques territoriales, il devient possible de brosser un portrait plus complet et nuancé des dynamiques locales. Cette intégration permettrait de mieux comprendre les interactions entre les différents secteurs et leur impact sur les territoires et leurs populations, facilitant ainsi la mise en place d'interventions plus ciblées et efficaces.

Par exemple, en ayant la possibilité de croiser les données de santé avec celles de l'éducation à l'échelle des MRC ou des municipalités, il serait possible d'identifier des corrélations entre les conditions de vie, les résultats scolaires et les indicateurs de santé. Ainsi, ce type d'analyse permettrait de mieux comprendre comment des facteurs tels que le revenu familial, l'accès aux services de santé et la qualité des environnements éducatifs influencent la réussite scolaire et le bien-être des populations.

De plus, l'analyse conjointe des données économiques, sociales et celles relatives aux infrastructures de santé et d'éducation pourraient mettre en évidence des disparités territoriales significatives, révélant des zones à risque où des actions ciblées seraient nécessaires. Ces disparités, souvent invisibles à une échelle macro, pourraient inclure un accès limité aux services, des taux de décrochage élevés ou encore des problèmes de santé liés aux conditions de vie précaires. Une telle approche offrirait ainsi une base

solide pour orienter les interventions, en s'assurant que celles-ci répondent spécifiquement aux besoins des communautés locales, en tenant compte des particularités territoriales.

Cette approche intégrée favoriserait également une meilleure coordination entre les différents acteurs sectoriels et territoriaux, renforçant ainsi la cohérence et l'efficacité des politiques publiques.

En somme, l'intégration de l'approche sectorielle à l'approche territoriale constitue un levier essentiel pour une compréhension approfondie des enjeux locaux et pour le développement de stratégies d'intervention adaptées aux réalités des territoires.

Au-delà des découpages, la prise en compte des spécificités territoriales, peu importe l'échelle d'intervention, est une pratique porteuse permettant d'adapter les actions concertées et les politiques de développement aux réalités locales, favorisant ainsi un développement équilibré, inclusif et adapté aux besoins réels des communautés. Ignorer les caractéristiques spécifiques qui concernent les territoires et les populations qui les habitent pourrait non seulement exacerber les inégalités existantes, mais aussi freiner les initiatives visant à renforcer la cohésion sociale et économique ainsi que le développement du plein potentiel des personnes. Par conséquent, les décideurs et les équipes de recherche gagneraient à intégrer l'analyse territoriale dans leurs démarches de planification et d'intervention.

Malgré les enjeux d'accès aux données liés à la multiplication des découpages territoriaux, l'équipe de Regard 360 est convaincue qu'une approche territorialisée et écosystémique, fondée sur une compréhension fine des contextes locaux, constitue un levier essentiel pour le développement harmonieux et durable des communautés. L'expérience de nombreux projets d'accompagnement avec des partenaires de différents domaines et régions a en effet démontré la pertinence de cette approche. C'est pourquoi l'équipe mise sur la diffusion de données portant sur une grande variété de domaines, par l'entremise d'une plateforme en ligne, afin d'en démocratiser l'accès et l'utilisation par le plus grand nombre.

RÉFÉRENCES

- Absil, G., Vandoorne, C. et Demarteau, M. (2012). *Bronfenbrenner, écologie du développement humain : réflexion et action pour la promotion de la santé*. Université de Liège. <https://orbi.uliege.be/bitstream/2268/114839/1/>
- Academy of Medical Sciences (AMS) et Académie canadienne des sciences de la santé (ACSS). (2021). *Les approches systémiques en santé publique : perspectives d'avenir*. <https://cahs-acss.ca/wp-content/uploads/2021/09/CAHS-Report-FR-Sep-16.pdf>
- Bergeron-Leclerc, C., Cherblanc, J. et Jean, É. (2021). Analyse bioécologique d'une organisation « porteuse de sens » : le cas de l'Écohaméau de La Baie. *Organisations & territoires*, 30(3), 73-87. <https://doi.org/10.1522/revueot.v30n3.1382>
- Centre régional de prévention de l'abandon scolaire Saguenay–Lac-Saint-Jean (CRÉPAS). (2020). *Les déterminants de la persévérance scolaire*. https://crepas.qc.ca/medias/2020/12/Determinants_CREPAS_2014-10-28_SiteWeb-1.pdf
- Convention on Biological Diversity. (2010). *Ecosystem Approach*. <https://www.cbd.int/ecosystem>
- Convercité et Ville de Laval. (2017). *Laval aujourd'hui : un état des lieux pour repenser Laval*. <https://www.laval.ca/Documents/Pages/Fr/Citoyens/participation-citoyenne/repensons-laval-etat-lieux.pdf>
- Divay, G. (2016). La performance publique au défi des stratégies locales d'action collective : les expériences québécoises d'approche territoriale intégrée. *Revue internationale des sciences administratives*, 82(3), 501-517. <https://doi.org/10.3917/risa.823.0501>
- Dugas, C. (2022). *Aménagement, développement et environnement au Québec*. PUQ.
- ÉCOBES – Recherche et transfert. (2024). *Bibliothèque de Regard 360 [Plateforme]*. <https://regard360.shinyapps.io/plateforme>

- Élections Québec. (2024). *Établissement des cartes électorales*. <https://www.electionsquebec.qc.ca/comprendre/comprendre-les-cartes-electorales/etablissement-des-cartes-electorales>
- El Hage, F. et Reynaud, C. (2014). L'approche écologique dans les théories de l'apprentissage : une perspective de recherche concernant le « sujet-apprenant ». *Éducation et socialisation*, 36. <https://doi.org/10.4000/edso.1048>
- Fédération des centres de services scolaires du Québec. (2024). *Centres de services scolaires : rôle*. <https://www.fcssq.quebec.ca/centres-de-services-scolaires/role>
- Gallois, F., Lecat, C. et Nieddu, M. (2016). Mobilisation territoriale et mise en réseau des acteurs dédiés à la production d'innovation sociale : une étude de cas. *Géographie, économie, société*, 18(3), 359-385. <https://doi.org/10.3166/ges.18.359-385>
- Gaudreau, L. (2013). L'action locale à l'ère de la « glocalisation » : les limites du développement territorial intégré. *Nouvelles pratiques sociales*, 26(1), 165-181. <https://doi.org/10.7202/1024986ar>
- Gaudreau, N., Verret, C., Massé, L., Nadeau, M.-F. et Picher, M.-J. (2018). La scolarisation des élèves présentant des difficultés comportementales : analyse écologique des conditions relatives à leur intégration au secondaire. *Revue canadienne de l'éducation*, 41(2), 555-583. https://www.researchgate.net/publication/326160431_La_scolarisation_des_eleves_presentant_des_difficultes_comportementales_Analyse_ecologique_des_conditions_relatives_a_leur_integration_au_secondaire
- Gaudreault, M., Morin, I., Simard, J.-G., Perron, M. et Veillette, S. (2018). Les facteurs territoriaux de persévérance et de réussite scolaires au Québec. *Les Sciences de l'éducation – Pour l'Ère nouvelle*, 51(3), 37-60. <https://doi.org/10.3917/lse.51.3.0037>
- Gaudreault, M., Perron, M., Veillette, S., Simard, J.-G. et Morin, I. (2020). *Soutenir l'action des communautés par une connaissance renouvelée des facteurs territoriaux: associés à la diplomation au secondaire à l'échelle des MRC du Québec*. Université du Québec à Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales. <https://constellation.uqac.ca/id/eprint/8496>
- Institut de la statistique du Québec (ISQ). (2021). *Géographie du Recensement de la population de 2021 harmonisée avec l'assise géographique du Québec : fiche de métadonnées*. Gouvernement du Québec. <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/geographie-recensement-population-2021-quebec-metadonnees.pdf>
- Institut de la statistique du Québec (ISQ). (2023a). *Classement des MRC selon l'indice de vitalité économique, Québec, 2006-2014, 2016, 2018 et 2020*. Gouvernement du Québec. https://statistique.quebec.ca/fr/document/indice-de-vitalite-economique-des-territoires/tableau/classement-mrc-indice-vitalite-economique-2006-2014-2016-2018-2020#pivot_1=2020%E1%B5%96
- Institut de la statistique du Québec (ISQ). (2023b). *Proportion d'enfants à la maternelle 5 ans par domaine de développement ou dans au moins un domaine, régions (R-A/RSS), municipalités régionales de comté (MRC, réseaux territoriaux de services (RTS), réseaux locaux de services (RLS), centres locaux de services communautaires (CLSC), centres de services scolaires ou commissions scolaires (CSS/CS) et ensemble du Québec*. Gouvernement du Québec. https://statistique.quebec.ca/fr/document/tableaux-egdem/tableau/proportion-enfants-maternelle-vulnerables-domaine-developpement-ou-domaine-mrc-rls-rts-clsc-ra-rss-cs-et-ensemble-quebec#annee=2022&tri_regn=13&tri_desc=3
- Institut de la statistique du Québec (ISQ). (2024). *Estimation de la population des municipalités de 25 000 habitants et plus, Québec, 1^{er} juillet 2001 à 2023*. Gouvernement du Québec. <https://statistique.quebec.ca/fr/document/population-et-structure-par-age-et-sexe-municipalites/tableau/estimations-de-la-population-des-municipalites-de-25-000-habitants-et-plus>
- Institut de la statistique du Québec (ISQ). (2025). *Cartographie interactive des divisions territoriales*. Gouvernement du Québec. https://statistique.quebec.ca/cartovista/code_geo.html_fr/index.html
- Larose, F., Terrisse, B., Lenoir, Y. et Bédard, J. (2004). Approche écosystémique et fondements de l'intervention éducative précoce en milieux socio-économiques faibles : les conditions de la résilience scolaire. *Brock Education Journal*, 13(2), 56-77. <https://doi.org/10.26522/brocked.v13i2.51>
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS). (2011). *La santé et ses déterminants : mieux comprendre pour mieux agir*. Gouvernement du Québec. <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2011/11-202-06.pdf>
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS). (2016). *Normes territoriales du MSSS : référentiel territorial*. Gouvernement du Québec. https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/statistiques/decoupage-territorial/Doc4_Normes_de_donnees_territoriales_oct2016.pdf

- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). (2024a). *L'organisation municipale au Québec en 2024*. Gouvernement du Québec. https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/affaires-municipales/publications/organisation_municipale/organisation_territoriale/BRO_organisation_municipale.pdf
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). (2024b). *Région administrative 02 : Saguenay–Lac-Saint-Jean*. Gouvernement du Québec. <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/affaires-municipales/publications/cartes/region/02.pdf>
- Moine, A. (2006). Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie. *L'Espace géographique*, 35(2), 115-132. <https://doi.org/10.3917/eg.352.0115>
- Parent, A.-A., Lachapelle, R., Bourque, D. et Jetté, C. (2016). Pratiques de développement territorial intégré. *Organisations & Territoires*, 25(2), 19-27. <https://doi.org/10.1522/revueot.v25n2.311>
- Rebeiz, A. (2018). *Rassembler les communautés pour mieux soutenir nos élèves : guide de référence pour favoriser la persévérance scolaire en milieu rural*. Réseau EdCan. https://www.edcan.ca/wp-content/uploads/Guide-de-re%CC%81fe%CC%81rence-pour-favoriser-la-pers%CC%81ve%CC%81rance-scolaire-en-milieu-rural_LE%CC%81coRe%CC%81ussite_FR-1.pdf
- Reyssier, S. (2022). L'approche écologique pour percevoir les conditions favorisant le développement humain. *Savoirs*, 59(2), 95-110. <https://doi.org/10.3917/savo.059.0095>
- Sébastien, L. (2014). Le territoire, un système socio-patrimonial décrypté par le modèle de l'Acteur en 4 dimensions. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 10(1), 283-329. <https://doi.org/10.7202/1028442ar>
- Simard, M. (2016). Les découpages territoriaux et la régionalisation au Québec : les enjeux liés aux délimitations, à l'échelle et aux pouvoirs. *Revue tunisienne de sciences sociales*, 45, 125-150. https://www.researchgate.net/publication/326816121_Les_decoupages_territoriaux_et_la_regionalisation_au_Quebec_Les_enjeux_lies_aux_delimitations_a_l%27echelle_et_aux_pouvoirs
- Statistique Canada. (2022). *Région métropolitaine de recensement (RMR) et agglomération de recensement (AR)*. Gouvernement du Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/92-195-x/2021001/geo/cma-rmr/cma-rmr-fra.htm>
- Statistique Canada. (2023). *Profil du recensement : recensement de la population de 2021* [Produit n° 98-316-X2021001 au catalogue]. Gouvernement du Canada. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&SearchText=Saguenay&DGUIDlist=2021A00032494&GENDERlist=1,2,3&STATISTIClist=1,4&HEADERlist=0>
- Veillette, S., Perron, M., Gaudreault, M., Richard, L. et Lapierre, R. (1997). *Habitudes de vie et comportements à risque pour la santé des jeunes du secondaire : faits saillants*. ÉCOBES – Recherche et transfert, Cégep de Jonquière. <https://ecobes.cegepjonquiere.ca/media/tinymce/PDF/faitssaillantsphase1.pdf>
- Veillette, S., Perron, M., Hébert, G., Munger, C. et Thivierge, J. (1993). *Les disparités géographiques et sociales de l'accessibilité au collégial : étude longitudinale au Saguenay–Lac-Saint-Jean – Synthèse des résultats*. ÉCOBES – Recherche et transfert, Cégep de Jonquière. <https://ecobes.cegepjonquiere.ca/media/tinymce/Publication-Education/disparitesgeo.pdf>